

### La reprise espérée de l'emploi privé n'a pas eu lieu



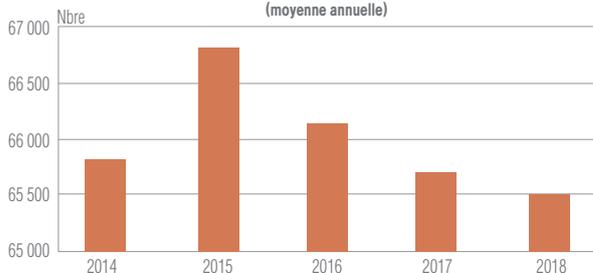
**A**u cours de l'année 2018, les entreprises du secteur privé déclarent en moyenne 65 500 salariés auprès de la Cafat, soit une diminution de 0,3 % par rapport à 2017 (-200 emplois). Cette baisse est plus contenue que celles enregistrées les deux années précédentes (-0,7 % en 2017 et -1,0 % en 2016). Mais les pertes se cumulent pour atteindre 1 310 emplois perdus dans le privé depuis 2015.

Toutefois, le niveau de l'emploi se stabilise au cours de l'année 2018, après une année 2017 chahutée et deux années antérieures de baisses continues d'un trimestre sur l'autre.

**Pour la troisième année consécutive, l'emploi salarié privé enregistre une baisse en 2018. Le secteur de la construction reste le plus affecté.**

#### Baisse de l'emploi salarié privé pour la troisième année consécutive

Evolution des effectifs salariés du secteur privé (moyenne annuelle)



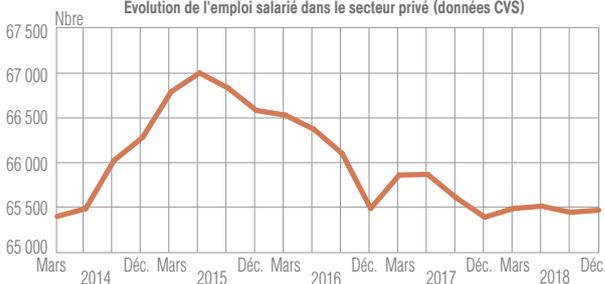
Sources : Isee, Cafat - données provisoires

Les licenciements économiques sont moins nombreux qu'en 2017, avec une diminution de 42 % pour les salariés et de 43 % pour les entreprises concernées. Parallèlement, le nombre de chômeurs indemnisés au cours de l'année diminue de 1,3 % et le nombre de jours indemnisés baisse de 1,7 %. Par contre, le recours au chômage partiel, lui, reste conséquent et marque une augmentation de 3,2 % par rapport à 2017, en lien avec la prolongation du plan Pulse en 2018. Ce plan, adopté en 2016, double le plafond des heures indemnisables au titre du chômage partiel, de façon à permettre aux entreprises calédoniennes faisant face à des difficultés conjoncturelles de conserver leurs salariés malgré une baisse d'activité.

Autre point de vigilance, la baisse de l'emploi salarié privé ne se compense pas par une augmentation du nombre d'actifs occupés non-salariés (travailleurs indépendants, chefs d'entreprise, etc). Au contraire, l'enquête sur les Forces de Travail réalisée par l'Isee en 2018, relate une baisse de 18 % sur un an du nombre de ces actifs.

#### Le niveau de l'emploi privé se stabilise au cours de l'année 2018

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé (données CVS)



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

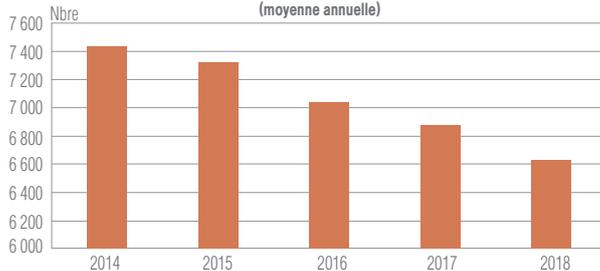
#### L'emploi recule dans les secteurs de la construction et de l'agriculture

La baisse des effectifs salariés qui continue d'affecter le secteur de la construction, est accentuée par un recul des effectifs, pour la première fois depuis 2015, dans les secteurs des services et de l'agriculture. Toutefois, l'industrie et le commerce qui recréent des emplois, compensent ces baisses.

En 2018, en moyenne 6 630 salariés sont employés dans la construction, soit une diminution de 3,6 % par rapport à l'année précédente (-250 emplois). La baisse s'accroît par rapport à 2017 (-2,3 %). Les effectifs salariés dans ce secteur reculent depuis 2011 : plus de 2 500 emplois ont ainsi été perdus sur la période. La diminution des effectifs salariés s'accompagne d'une réduction de 5,0 % du nombre d'entreprises employeuses dans ce secteur sur un an.

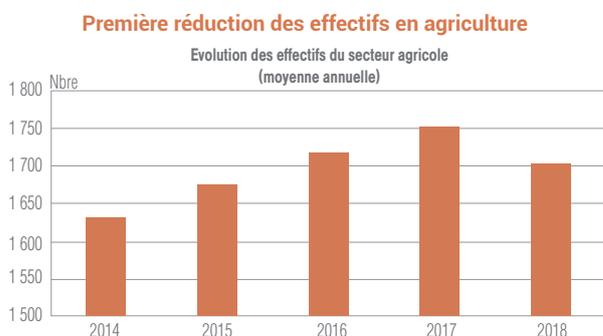
#### La construction reste le secteur le plus affecté

Evolution des effectifs du secteur de la construction (moyenne annuelle)



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

Le secteur **agricole** emploie 1 700 salariés en moyenne au cours de l'année 2018, soit une baisse de 2,9 % par rapport au niveau moyen de 2017. Cette diminution est la première enregistrée depuis 2014 et se traduit par la perte d'une cinquantaine d'emplois. Bien que la production ait augmenté dans ce secteur (+5 % sur un an), c'est l'activité de culture de légumes et tubercules qui est la plus touchée par la réduction des effectifs.



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

### Léger repli de l'emploi dans le secteur des services

Le nombre de salariés employés dans le secteur des **services** hors commerce diminue de 0,2 % en 2018 (-80 emplois) et retrouve ainsi son niveau de 2016. Avec 32 860 salariés déclarés en moyenne en 2018, ce secteur pèse pour 50 % de l'emploi privé. L'évolution des effectifs salariés pour l'ensemble des services masque des disparités selon les secteurs d'activité. En effet, les activités de gens de maison, de transport et entreposage et l'enseignement voient leurs effectifs salariés diminuer de respectivement 4,0 %, 1,9 % et 2,2 %. A l'inverse, les effectifs dans les activités de santé et d'action sociale et d'hébergement et restauration augmentent de respectivement 1,9 % et 1,7 % sur un an. Dans le secteur santé social, l'emploi progresse depuis 2011, mais le rythme est désormais moins soutenu qu'au début de la décennie (+8 % par an en moyenne entre 2012 et 2015).



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

### Les secteurs de l'industrie et du commerce recrutent

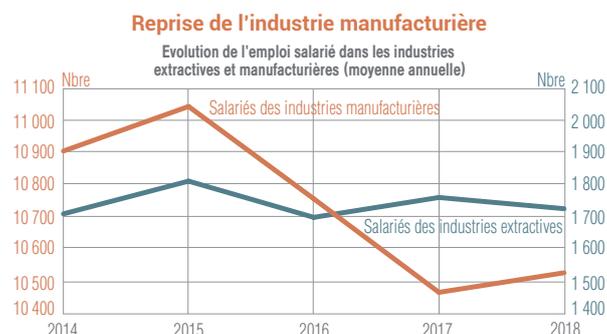
En 2018, l'**industrie** emploie en moyenne 13 870 salariés, soit une hausse de 0,4 % par rapport à 2017 (+50 emplois).

Après deux années de réduction sensible des effectifs salariés (-2,7 % en 2017 et -2,6 % en 2016), l'industrie manufacturière redémarre doucement et voit ses effectifs augmenter de 0,6 % (+60 emplois). Dans l'industrie extractive, l'emploi oscille depuis 4 ans autour d'un niveau moyen de 1 750 salariés. En 2018, les effectifs passent sous ce niveau moyen, avec une diminution de 1,7 % sur un an (-30 personnes), malgré un niveau de production record.

De même, le secteur du **commerce** enregistre une augmentation de 1,3 % de ses effectifs par rapport à 2017 (+130 emplois), avec en moyenne 10 390 salariés en 2018. Cette hausse fait suite à deux années de réduction des effectifs salariés dans ce secteur. La totalité des emplois perdus en 2017 ont ainsi été recréés en 2018, notamment grâce à l'ouverture de nouveaux grands équipements commerciaux sur la commune de Dumbéa. La hausse ne compense pas encore les pertes d'emplois de 2016, mais la progression du recours à l'intérim dans ce secteur (+8 % en équivalent temps plein sur un an) laisse espérer la prolongation d'une reprise de l'emploi dans ce secteur.



Sources : Isee, Cafat - données provisoires



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

### Un marché du travail paradoxal

En 2018, le nombre d'employeurs continue de se contracter de 3,2 %. La baisse concerne en priorité les ménages employeurs de gens de maison (-5,2 %) et les employeurs dans le secteur de la construction (-5,0 %).

Par ailleurs, en moyenne 7 500 demandeurs d'emplois en fin de mois ont été recensés par les services de placement, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2017. Cependant, le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi est stable sur un an (0,0 %). Pourtant, l'offre d'emploi est plus dynamique qu'en 2017. En effet, le nombre moyen de nouvelles offres d'emploi déposées dans le mois augmente de 12,1 % et le stock d'offres actives en fin de mois diminue de 6,8 %. Si les besoins de recrutement sont plus accentués qu'en 2017, l'offre est marquée par une prédominance d'emplois non durables : seuls 28 % des postes sont proposés en CDI.



Sources : Isee, Cafat - données provisoires

### Démographie des salariés du privé

Le secteur privé est constitué à 54 % d'hommes et 46 % de femmes. En 2018, ce sont les hommes qui subissent un retrait sur le marché du travail, de 1,1 %. Les femmes salariées sont, quant à elles, plus nombreuses que l'année précédente avec une augmentation de 0,6 %. Les jeunes de moins de 30 ans subissent un fort retrait sur le marché de l'emploi en 2018, qui touche plus les hommes (-4,6 %) que les femmes (-1,8 %) de moins de 30 ans.

|   | 2017   | 2018   | Evolution 2018/2017 |           |
|---|--------|--------|---------------------|-----------|
|   |        |        | En %                | En nombre |
| Femmes salariées                        | 30 150 | 30 330 | 0,6                 | 180       |
| Dont moins de 30 ans                    | 7 180  | 7 050  | -1,8                | -130      |
| Hommes salariés                         | 35 550 | 35 170 | -1,1                | -380      |
| Dont moins de 30 ans                    | 8 640  | 8 240  | -4,6                | -400      |
| Total salariés                          | 65 700 | 65 500 | -0,3                | -200      |
| Part des salariés ayant moins de 30 ans | 24     | 23     | //                  | -1        |

Sources : Isee, Cafat, Données provisoires

Unités : nbre, %

### Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié progresse entre le premier et le troisième trimestre de l'année, pour décliner au dernier trimestre. L'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles.

### Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de quatre mois nécessaire pour s'assurer d'un niveau satisfaisant d'exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore être enregistrés après ce délai. C'est pourquoi, les chiffres des trimestres précédents sont systématiquement révisés à chaque nouvelle publication, pour tenir compte des déclarations tardives auprès de la Cafat.

Parallèlement, l'utilisation de sources administratives dont les modalités de gestion évoluent, justifie d'opérer des régularisations à intervalles réguliers, afin de réconcilier l'ensemble des données émanant de sources hétérogènes. La chaîne de traitement statistique fait ainsi l'objet d'une expertise annuelle visant à consolider la base des données constituée. Le cas échéant, les données relatives à l'emploi salarié peuvent être réropolées sur une longue période.

Dans ce cadre, à la clôture de l'exercice 2018, l'historique complet des données relatives au secteur privé a ainsi été recalculé. Par contre, suite à des difficultés dans le processus de production des données sources, en cours d'étude, le traitement des données du secteur public n'a pas pu être consolidé. C'est pourquoi cette publication restreint son analyse au seul secteur privé.

Emploi salarié privé par secteur d'activité

|  | Moyennes annuelles |               | Evolution 2018 / 2017 |             |
|--|--------------------|---------------|-----------------------|-------------|
|  | 2017               | 2018          | En %                  | En nombre   |
| <b>Effectifs salariés du privé (a)</b>   | <b>65 700</b>      | <b>65 500</b> | <b>-0,3</b>           | <b>-200</b> |
| <b>Détail par sous secteurs du privé (b)</b>   |                    |               |                       |             |
| Agriculture, sylviculture et pêche   | 1 750              | 1 700         | -2,9                  | -50         |
| Industrie  | 13 820             | 13 870        | 0,4                   | 50          |
| Industries extractives   | 1 760              | 1 730         | -1,7                  | -30         |
| Industries manufacturières (c)   | 10 470             | 10 530        | 0,6                   | 60          |
| Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné   | 770                | 770           | 0,0                   | -           |
| Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution   | 820                | 840           | 2,4                   | 20          |
| Construction (c)   | 6 880              | 6 630         | -3,6                  | -250        |
| Commerce   | 10 260             | 10 390        | 1,3                   | 130         |
| Services   | 32 940             | 32 860        | -0,2                  | -80         |
| Transports et entreposage  | 4 180              | 4 100         | -1,9                  | -80         |
| Hébergement et restauration  | 4 610              | 4 690         | 1,7                   | 80          |
| Information et communication   | 1 100              | 1 090         | -0,9                  | -10         |
| Activités financières et d'assurance   | 2 520              | 2 530         | 0,4                   | 10          |
| Activités immobilières   | 690                | 720           | 4,3                   | 30          |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques  | 2 360              | 2 300         | -2,5                  | -60         |
| Activités de services administratifs et de soutien   | 5 430              | 5 490         | 1,1                   | 60          |
| Administration publique  | 890                | 890           | 0,0                   | -           |
| Enseignement   | 2 710              | 2 650         | -2,2                  | -60         |
| Santé humaine et action sociale  | 3 080              | 3 140         | 1,9                   | 60          |
| Arts, spectacles et activités récréatives  | 750                | 730           | -2,7                  | -20         |
| Autres activités de services   | 1 850              | 1 870         | 1,1                   | 20          |
| Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre | 2 740              | 2 630         | -4,0                  | -110        |
| Activités extra-territoriales  | 30                 | 30            | 0,0                   | -           |
| <b>Indéterminés (d)</b>  | <b>50</b>          | <b>50</b>     | <b>0,0</b>            | <b>-</b>    |

Sources : Isee, Cafat, données provisoires

Unités : nbre, %

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(b) NAF rev2

(c) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière

(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de RIDET sur le territoire.

Autres chiffres clés

|   | 2017          | 2018          | Evolution<br>2018 / 2017<br>(%) |
|---|---------------|---------------|---------------------------------|
| <b>Effectifs employeurs (en moyenne)</b>                        |               |               |                                 |
| <b>Total</b>  | <b>12 180</b> | <b>11 790</b> | <b>-3,2</b>                     |
| <b>Marché du travail (nombre mensuel moyen)</b>                 |               |               |                                 |
| Demandes d'emploi   |               |               |                                 |
| Nouveaux demandeurs d'emploi                                    | 500           | 500           | 0,0                             |
| Demandeurs d'emploi en fin de mois                              | 7 390         | 7 500         | 1,5                             |
| Offres d'emploi   |               |               |                                 |
| Nouvelles offres d'emploi                                       | 580           | 650           | 12,1                            |
| Offres d'emploi actives en fin de mois                          | 1 760         | 1 640         | -6,8                            |
| <b>Entreprises (nombre)</b>                                     |               |               |                                 |
| Créations (cumul)   | 4 630         | 4 350         | -6,0                            |
| Cessations (cumul)  | 3 590         | 4 200         | 17,0                            |
| Indicateur du climat des affaires (au 4 <sup>e</sup> trimestre) | 92,6          | 84,5          | -                               |
| <b>Intérim (nombre mensuel moyen)</b>                           |               |               |                                 |
| Salariés (équivalents temps plein)                              | 710           | 720           | 1,4                             |
| Entreprises utilisatrices                                       | 400           | 390           | -2,5                            |
| <b>Licenciements économiques (cumul)</b>                        |               |               |                                 |
| Salariés licenciés  | 230           | 133           | -42,2                           |
| Nombre d'entreprises concernées                                 | 70            | 40            | -42,9                           |
| <b>Chômage total (nombre mensuel moyen)</b>                     |               |               |                                 |
| Chômeurs indemnisés   | 2 300         | 2 270         | -1,3                            |
| Jours indemnisés  | 65 300        | 64 180        | -1,7                            |
| <b>Chômage partiel (cumul)</b>                                  |               |               |                                 |
| Nombre d'heures indemnisées                                     | 94 340        | 97 330        | 3,2                             |

Sources : Isee, Cafat DTE, IDCNC, IEOM

Unités : nbre, %